




























Domaine prioritaire	Impact	Actions du gouvernement	Mesures	Objectifs	Suivi	Partenaires	Status	Horizon
Cadre macroéconomique								
Soutenabilité budgétaire	- Amélioration de la gestion des finances publiques	Renforcement institutionnel de l'administration fiscale	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une direction pour les grandes entreprises pour une meilleure gestion de leurs procédures fiscales. Opérationnalisation du plan d'action G20-OCDE sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices (BEPS). Digitalisation des procédures fiscales (m-déclaration et m-paiements). 	<ul style="list-style-type: none"> Maitrise du déficit budgétaire à moins de 3% en 2020 maintenir le ratio de la dette en dessous du seuil de 70% en 2020 Cibler une masse salariale de 12,5% du PIB (contre 14,5% en 2016) 	MdF	FMI		2018
		Renforcer la la gestion des finances publiques	<ul style="list-style-type: none"> Adoption par le Parlement de la loi organique du budget 		MdF	OCDE-UE		2020
		Améliorer le cadre institutionnel et opérationnel de la gestion de la dette	<ul style="list-style-type: none"> Adoption par le Conseil des ministres du cadre juridique pour la création de l'Agence du Trésor 		MdF	USAID-UE		2020
					MdF	UE-KfW		2018
				MdF	BAD / BM / FMI		2020	






		Adoption de la réforme des retraites	- Adoption d'une nouvelle loi sur les retraites		PM	FMI		2019
		Réforme des entreprises d'État	- Adoption par le conseil des ministres d'une stratégie de gouvernance des entreprises publiques - Mise en œuvre des contrats de performance avec les 5 plus grandes entreprises publiques		PM	FMI BM AFD BERD BAD		2018
					PM			2020
Stabilité financière	- Renforcement de la supervision du secteur financier	Renforcement des capacités de la Banque Centrale en matière de réglementation bancaire et promotion de la stabilité financière	- Adoption par le conseil d'administration de la banque centrale d'un plan stratégique triennal 2019-2021 en faveur d'une transformation institutionnelle et opérationnelle de la BCT. - Opérationnalisation du plan stratégique.		BCT	À déterminer		2018
					BCT	À déterminer		2021






Secteur	Impact	Actions du gouvernement	Indicateurs	Objectifs	Suivi	Partenaires		Horizon
Cadre d'investissement								
Supprimer les obstacles à l'investissement, au commerce et à l'entrepreneuriat	- Mise en place d'un nouveau cadre juridique et institutionnel pour l'investissement	Limitation des restrictions et renforcement de la protection des investisseurs.	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption par le parlement de la loi sur l'investissement. - Adoption par le parlement de la loi sur les avantages fiscaux. - Adoption par un conseil des ministres d'un décret relatif au fonctionnement du Conseil Supérieur de l'Investissement et de l'Instance Tunisienne de l'Investissement - Publication de trois décrets mettant en œuvre la loi sur la faillite. 	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer le rang de la Tunisie dans le classement Doing Business pour faire partie du Top 50 en 2020 - Nombre d'autorisations d'entrée à l'investissement supprimées (10) ou simplifiées (17) en 2019 	MDICI	IFC BERD		2016
	- Simplifier la réglementation et les procédures relatives à l'investissement	Rationaliser les restrictions à l'entrée à l'investissement	- Publication d'un décret d'une liste négative d'activités économiques soumises à des autorisations avec une base légale et des étapes pour obtenir chaque autorisation et la suppression d'une liste de 27 autorisations (première vague de simplification).		MdF	MDICI	MdJ / MdF	
								2017
								2018
					MDICI	IFC-BM		2018





			<ul style="list-style-type: none"> - Révision et simplification des autorisations administratives liées aux activités économiques (deuxième vague de simplifications). 		MDICI	IFC-BM		2019
	Faciliter les investissements internationaux en Tunisie grâce à une plateforme numérique à guichet unique et à une stratégie nationale de communication sur les investissements.		<ul style="list-style-type: none"> - Révision et mise à jour des procédures d'investissement afin de faciliter les opérations d'investissement et de garantir la satisfaction des investisseurs 		MIDICI/ TIA	GIZ		2018
			<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du Conseil Stratégique au sein de la TIA afin de renforcer le dialogue public privé pour des politiques d'investissement efficientes 		TIA	BERD		2019
			<ul style="list-style-type: none"> - Lancement d'une plateforme nationale de guichet unique numérique intégrée visant à réunir les agences d'investissement et les ministères afin faciliter et de simplifier toutes les procédures y afférentes 		MDICI / TIA			2019
			<ul style="list-style-type: none"> - Adoption par le Conseil des ministres d'une stratégie nationale de communication sur l'investissement impliquant les principales parties prenantes 		MDICI /TIA	GIZ KfW		2020






			(ATI-MDICI-Ministère des Finances-BCT, ...) et fixant les objectifs et les mécanismes pour sa mise en œuvre.					
	Réduire les coûts de transaction des investissements		- Lancement d'une plateforme numérique pour les transactions en capital permettant à un investisseur non résident de s'auto-déclarer et d'établir la fiche d'investissement.		BCT	À déterminer		2019
			- Digitalisation des procédures d'enregistrement légal des entreprises pour un système plus rapide, plus transparent et plus uniforme d'enregistrement des entreprises dans le pays (mise en œuvre de la nouvelle loi 30-18 sur le registre du commerce)		MdJ	USAID		2020



	Simplifier les procédures d'importation et d'exportation et réduire les goulots d'étranglement	<ul style="list-style-type: none"> - Digitalisation de toutes les procédures d'exportation et d'importation et connexion de tous les acteurs institutionnels impliqués dans le commerce à la plateforme Tunisia Trade Net. - Mise en place du contrôle à postériori - Mise en œuvre d'un système de gestion des risques (module de sélection) - Généralisation du statut d'opérateur économique agréé pour les différents acteurs de la chaîne logistique 		MdF / TTN	BM-UE		2020
				MdF	USAID		2020
				MdF			2019
				MdF	BM		2020
- Améliorer la compétitivité de la Tunisie	Introduction de plus de flexibilité dans les accords d'échange ou les réglementations	- Adoption de mesures d'assouplissement progressif des procédures de change (procédures de contrôle ex post) ou des réglementations en vigueur		BCT	À déterminer		2020
- Promotion des startups	Appui des jeunes entreprises et entrepreneurs dans l'économie du savoir	- Adoption de la loi relative à la promotion des startups		MTIC	BM		2018
- Accélération de l'opérationnalisation des PPP	Sélection et préparation des projets	- Publication d'une liste prioritaire de PPP ouverts à au moins 51% d'investissements privés.	- 3 Appels d'offres PPP dans le secteur des énergies renouvelables avant fin 2018	MDICI & IGPPP	IFC-BERD		2018

			<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités du conseil stratégique des PPP et de l'IGPPP - Mise en place d'un mécanisme de financement de la préparation des projets. 		IGPPP	BAD BERD		2019
					CDC / MdF / IGPPP	À déterminer		2019
		Améliorer l'accès à l'information sur les projets de PPP	- Lancement d'une plateforme numérique pour plus de transparence et d'efficacité dans l'identification, la soumission et le suivi de projets.		IGPPP	À déterminer		2020
Secteur	Impact	Actions du gouvernement	Indicateurs	Objectifs	Suivi	Partenaires	Statut	Horizon
Cadre de financement								
	- Améliorer l'accès au financement	Améliorer le financement des jeunes entreprises et des entrepreneurs	- Adoption du code des organismes des placements collectifs	- Augmentation du volume de fonds entrés sur le marché et enregistrés auprès du CMF sous le nouveau code (de 800 millions de DT en 2012-2016 à 1 500 millions de DT en 2017-2020).	MdF	BM		2018
		Assouplissement de la loi sur les taux d'intérêt excessifs pour les crédits aux PME	- Adoption par le parlement d'amendements de la loi relative au taux d'intérêt excessif.	- Augmenter le nombre de MPME bénéficiant	MdF	FMI BAD		2018

			- Publication d'une réglementation (Circulaire de la BCT et un décret) fixant la méthodologie de calcul du taux d'intérêt effectif global (TEG) et du taux d'intérêt effectif moyen (TEM).	de crédits de 10% en 2021 (base à déterminer)	MdF / BCT	BM		2019
		Améliorer l'accès au financement pour les MPME et les entrepreneurs et améliorer la gestion des risques des prêteurs	- Adoption par le Parlement de la loi organique relative au renforcement de la qualité d'information sur le crédit (credit bureau)	Le volume de prêts aux PME garantis par SOTUGAR passe à 500 millions de dinars en 2018 (Base : 437 millions de dinars en 2017)	MdF	BM		2018
		Renforcer les droits des créanciers en matière de sûretés mobilières et élargir la panoplie de garantie.	- Adoption par le parlement de la loi sur les sûretés mobilières		MdJ	BM		2020
		Mise en place de crédits sans garantie pour les PME en renforçant les fonds de garantie publics	- Signature d'un accord entre le ministère des Finances et la SOTUGAR qui améliore les produits financiers offerts par le Fonds de garantie des crédits pour les PME, ses procédures de fonctionnement et son cadre de gestion des risques.		MdF	BM KfW		2018
			- Signature d'un accord entre le ministère des Finances et la COTUNACE améliorant les produits financiers offerts par le		MdF	BM		2019

			Fonds de garantie des risques à l'exportation, ses procédures opérationnelles et son cadre de gestion des risques.					
		Consolidation des mécanismes publics existants de financement des MPME au sein d'une seule institution intégrée (BdR) qui interviendra en complémentarité avec ou par l'intermédiaire de banques privées.	Le Conseil des ministres a adopté la loi visant à consolider les mécanismes publics existants (BFPME et SOTUGAR) qui financent les MPME au sein d'une seule institution intégrée (Banque des Régions).		MdF	KFW BM		2018
- Améliorer la stabilité financière	Réduire le ratio de prêts non performants (PNP)	- Publication par la Banque Centrale d'une circulaire sur la résolution des PNP. - Publication par la Banque Centrale d'une circulaire sur le mécanisme de résolution à l'amiable.	- Diminution du ratio de PNP à 13% en 2020 (15% en 2017)	BCT	BM		2020	
				BCT	BM		2020	
	Restructuration des banques publiques	- Réaliser les objectifs des contrats programmes 2017-2020 avec les trois banques publiques BNA, STB et BH, qui fixent des objectifs financiers et opérationnels annuels, notamment en ce qui concerne le traitement des prêts non performants et l'amélioration du		MdF	FMI		2020	

			contrôle des risques.					
		Améliorer la qualité de l'information financière	Développer la centrale des risques selon les normes internationales : - Collecte de données de crédit et de risques de crédit granulaires (système Anacredit - Banque centrale européenne) - Respect des réglementations sur la protection des données - Les exigences de KYC (Connaissez votre client) et de lutte contre le blanchiment d'argent (LBC). - Tableaux de bord et feedbacks aux banques		BCT	À déterminer		2020
		Renforcer le dispositif de lutte contre le blanchiment	- Cartographie des risques de LBC/ FT dans le secteur bancaire et développement d'un cadre de supervision basé sur les risques. - Conclure un protocole d'accord entre la BCT et la CTAF pour améliorer la coopération.		BCT	À déterminer		2019
					BCT	À déterminer		2020
	- Améliorer l'infrastructure du marché des capitaux et élargir les sources de financement des startups et des PPP	Développement d'un référentiel efficient pour les émissions et la valorisation mark to market	- Publication de la courbe des taux des bons du Trésor sur le site du MF		MdF	BERD BAD		2018
		Facilité d'accès au financement par émission d'actions sur	- Lancement d'un kit d'accès des PME au financement par le marché		MdF	BAD		2018

	les marchés réglementés des changes pour les petites et moyennes entreprises							
	Élargir les instruments financiers pour les startups	- Adoption par un Conseil de ministres et transmission au Parlement d'un projet d'amendements du code des sociétés commerciales introduisant la notion de «sociétés par actions simplifiées» (SAS) et d'instruments de capitaux propres autres que les actions ordinaires adaptés aux startups.			MdJ	BM		2019
	Élargir les instruments financiers pour les PPP	- Identification et adoption par un conseil des ministres d'un projet d'amendement de la législation introduisant des instruments financiers pour des PPP (contrats, instruments d'atténuation des risques,...).			IGPP / MdJ / MdF / CMF / BCT / CDC	À déter miner		2020

L'Espagne, la France, l'Italie et la Norvège ont respectivement formulé des propositions d'appui de nature à contribuer directement dans l'amélioration des cadres macro, d'investissement et de financement. Ces dernières, bien qu'elles ne portent pas sur les réformes, elles visent à atteindre les objectifs relatifs aux trois cadres cités et notamment l'impulsion de l'investissement.

Il est aussi à noter que le Royaume Uni a mis en exergue son engagement dans des actions liées aux cadres d'investissement et de financement à travers sa contribution au financement de projets exécutés par les OI et que les Pays Bas se sont engagés dans le fonds fiduciaire dédié au Compact With Africa initié par le groupe BM.



Action réalisée



Action en cours



Avancement non satisfaisant